

**LOI N°005/2002 DU 07 MAI 2002 RELATIVE A LA CONSTITUTION,
A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT
DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO**

L'Assemblée Constituante et Législative, Parlement de Transition a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER : DE LA CONSTITUTION

CHAPITRE Ier : DENOMINATION ET SIEGE

Article 1^{er} :

La Banque Centrale du Congo, BCC en sigle, ci-après dénommée « la Banque » est une institution de droit public, dotée de la personnalité juridique. Elle est régie par les dispositions de la présente loi.

Article 2 :

Le Siège social de la Banque est établi à Kinshasa.

En cas d'urgence et conformément à l'article 18 de la présente loi, la Banque peut transférer temporairement son siège en tout autre lieu.

La Banque peut établir et supprimer des sièges d'activités dans les localités du territoire national et, au besoin, à l'étranger.

CHAPITRE II : OBJECTIF PRINCIPAL, STATUT JURIDIQUE ET CAPITAL

Article 3 :

La Banque est chargée de définir et de mettre en œuvre la politique monétaire du pays dont l'objectif principal est d'assurer la stabilité du niveau général des prix.

Elle est indépendante dans la réalisation de cet objectif. A cet effet, la Banque, par son Conseil, en la personne du Gouverneur ou de tout autre membre de ses organes de décision, ne doit poser aucun acte de nature à aliéner cette indépendance.

Sans préjudice de l'objectif principal de stabilité du niveau général des prix, la banque soutient la politique économique générale du Gouvernement.

Article 4 :

La Banque a la capacité de contracter, de transiger, de compromettre, d'ester en justice, d'acquérir des biens et d'en disposer.

La Banque, ses avoirs, ses biens, ses revenus, ainsi que les opérations et transactions autorisées par la présente loi sont exemptées de tous les impôts, droits et taxes perçus par le Gouvernement et par les collectivités provinciales ou locales.

Article 5 :

Le capital de la Banque est détenu en totalité par l'Etat congolais. Une loi fixe sa hauteur ainsi que les modalités de son augmentation ou de sa diminution.

CHAPITRE III : MISSIONS , OPERATIONS ET AUTRES ACTIVITES

Article 6 :

Sans préjudice de l'objectif de stabilité du niveau général des prix énoncé à l'article 3, la Banque accomplit toutes les missions de la Banque Centrale, notamment :

- Assurer la stabilité interne et externe de la monnaie nationale ;
- Détenir et gérer les réserves officielles de la République ;
- Promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de compensation et de paiement ;
- Elaborer la réglementation et contrôler les établissements de crédit, les institutions de micro-finance et les autres intermédiaires financiers ;
- Edicter les normes et règlements concernant les opérations sur les devises étrangères ;
- Participer à la négociation de tout accord international comportant des modalités de paiement et en assurer l'exécution ;
- Promouvoir le développement des marchés monétaires et des capitaux.

Article 7 :

La Banque est seule habilitée, sur le territoire national, à émettre des billets et pièces de monnaie ayant cours légal. Les billets et les pièces de monnaie ayant cours légal sont libellés dans l'unité monétaire de la République Démocratique du Congo, le Franc Congolais ou dans ses sous-unités.

La Banque peut, par avis publié en son nom dans le Journal Officiel de la République Démocratique du Congo et dans d'autres publications de grande diffusion, déclarer que certaines coupures ou pièces cessent d'avoir cours légal à partir d'une date déterminée.

La Banque reste tenue d'en assurer, dans un délai de trois ans, l'échange à ses guichets contre d'autres coupures ou pièces ayant cours légal.

Par dérogation à l'article 658 du Livre III, Titre XII du Code Civil Congolais, le droit de revendication n'est pas applicable aux billets et pièces de monnaie ayant cours légal sur le territoire de la République Démocratique du Congo, lorsque le possesseur est de bonne foi.

Toute autre disposition relative aux titres au porteur perdus ou volés n'est pas non plus applicable aux billets ayant cours légal.

CENTRAL BANK OF CONGO

The Constituent and Legislative Assembly, Transitional Parliament adopted,

The President of the Republic promulgates the law reads as follows:

FIRST TITLE OF THE CONSTITUTION

CHAPTER I: NAME AND SEAT

Article

1:

The Central Bank of Congo, BCC acronym, hereinafter called "the Bank" is an institution under public law with legal personality . It is governed by the provisions of this Law2:..

Article

The Head Office of the Bank is established in Kinshasa

In urgent cases and in accordance with Article 18 of this Act, the Bank may temporarily transfer its seat any other place. The Bank may establish and abolish the seats of activities in the localities of the national territory and, if necessary, abroadll.

CHAPTER MAIN OBJECTIVE, LEGAL STATUS AND CAPITAL

Article 3:

The Bank is responsible to define and implement monetary policy in the country whose main objective is to ensure the stability of the general price level.

It is independent in achieving this goal. To this end, the Bank, through its Council, in the person of the Governor or any member of its decision-making bodies should be no act likely to alienate that independence.

Without prejudice to the main objective of the stability level general price, the bank supports the general economic policy of the Government4:..

Article

The Bank has the capacity to contract, to compromise, to compromise, to courts, to acquire property and to dispose ofBank.

the , its assets, property, income, and the operations and transactions authorized by this Act are exempt from all taxes, charges and taxes collected by the government and by provincial or local authorities5:..

Article

The capital of the Bank is wholly owned by the Congolese state. A law sets the height and the terms of its increase or decrease itslll.

CHAPTER RESPONSIBILITIES, OPERATIONS AND OTHER ACTIVITIES

Article 6:

Without prejudice to the objective of stable general price level set out in Article 3, the Bank shall perform all tasks of the Central Bank include: - Ensuring internal and external stability of the national currency; - Hold and manage the official reserves of the Republic; - To promote the smooth functioning of clearing and payment systems; - Develop regulations and supervise credit institutions, microfinance institutions and

otherfinancial intermediaries; - Enact standards and regulations relating to operations in foreign currencies; - Participate in the negotiation of any international agreement involving payment terms and thereof;

theimplementation . - Promote the development of money markets and capital

Article 7:

The Bank has the sole authority, the national territory, to issue banknotes and coins legal tender. Banknotes and coins legal tender are denominated in the currency of the Democratic Republic of Congo, Congolese Franc or its subunits.

The Bank may, by notice published in his name in the Official Journal of the Democratic Republic of Congo and other large circulation publications, declare that certain cuts or parts cease to be legal tender from a stated date.

The Bank remains bound to ensure, within three years, exchange at its counters against cuts or other legal tender coins.

Notwithstanding section 658 of Book III, Title XII of the Congolese Civil Code, the right to claim does not apply to the Notes and coins . legal tender on the territory of the Democratic Republic of Congo, where the possessor is in good faith

Any other provision relating to securities lost or stolen bearer does not apply to legal tender banknotes8:.

Article 8 :

Afin d'atteindre ses objectifs et d'accomplir ses missions, la Banque peut :

- intervenir sur les marchés des capitaux, notamment en achetant et en vendant ferme, en prenant et en mettant en pension, en prêtant ou en empruntant des créances et des titres négociables libellés en monnaies étrangères ou nationale, ainsi que des métaux précieux ;
- effectuer des opérations de crédit avec des établissements de crédit et d'autres intervenants des marchés monétaires ou des capitaux sur la base d'une sûreté appropriée pour les prêts.

Article 9 :

La Banque peut, en outre, effectuer notamment les opérations suivantes :

- émettre et racheter ses propres titres d'emprunts ;
- prendre en dépôt des titres et des métaux précieux, se charger de l'encaissement des titres et intervenir pour le compte d'autrui dans les opérations sur valeurs mobilières, autres instruments financiers et métaux précieux ;
- effectuer des opérations de placement et de gestion financière de ses avoirs en monnaies étrangères et en d'autres éléments de réserves externes ;
- obtenir du crédit à l'étranger et à cette fin consentir des garanties.

Article 10 :

La Banque exécute les accords de coopération monétaire international conclus par la République Démocratique du Congo, conformément aux modalités déterminées par des conventions signées entre elle et le ministère ayant les Finances dans ses attributions. Elle fournit et reçoit les moyens de paiement et les crédits requis pour l'exécution de ces accords.

L'Etat garantit la Banque contre toute perte et garantit le remboursement de tout crédit accordé par la Banque à la suite de l'exécution d'accords ou de sa participation à des accords ou à des opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant approbation du Gouvernement, la Banque est partie.

Article 11 :

La Banque peut, avec l'accord de l'Etat, aux conditions déterminées par convention ou en vertu de la loi et sous réserve de leur compatibilité avec sa mission principale de maintien de la stabilité du niveau général des prix, être chargée de l'exécution de missions d'intérêt public.

A la demande de l'Etat ou avec son accord, la Banque peut fournir des prestations pour le compte de celui-ci ou le compte de tiers. Ces prestations sont rémunérées afin de couvrir les coûts engagés par la Banque.

Article 12 :

La Banque peut, en outre, être chargée de la collecte d'informations statistiques à la suite de l'exécution des accords ou de sa participation à des accords ou à des opérations de coopération internationale afférents à toute mission visée aux articles 10 et 11.

Article 13 :

La Banque peut exécuter toutes les opérations et prêter tous les services accessoires aux missions visées à l'article 11.

Article 14 :

La Banque peut confier l'exécution des missions secondaires dont elle est chargée ou dont elle prend l'initiative à une ou plusieurs entités juridiques distinctes spécialement constituées à cet effet et contrôlées par elle. Dans ce cas, la direction en est assurée par un ou plusieurs cadres de la Banque.

Ces entités sont soumises au contrôle de la Cour des Comptes.

Lorsque la mission a été confiée par la loi à la Banque, celle-ci en tient le Gouvernement informé.

Article 15 :

La Banque peut ouvrir en ses livres des comptes pour :

- le Trésor public ;
- les banques centrales étrangères ;
- les établissements de crédit nationaux et étrangers ;
- les organismes financiers internationaux et organisations internationales ;
- tout autre organisme expressément autorisé.

Article 16 :

Il est interdit à la Banque :

- de poser des actes de commerce qui ne ressortent pas de son objet social ;
- d'acquérir des participations dans des sociétés commerciales ;
- d'accepter des parts sociales des sociétés commerciales comme garanties ;
- d'accorder des prêts et avances non couverts par une garantie appropriée ;
- de garantir les dettes et engagements de l'Etat, des subdivisions administratives et des entreprises ou organismes publics ;
- d'acquérir des biens immobiliers qui ne sont pas destinés aux besoins de son exploitation.

TITRE DEUXIEME : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

CHAPITRE I^{er} : ORGANES

Article 17 :

Les organes de la Banque sont :

- le Conseil de la Banque ;
- le Gouverneur ;
- le Collège des Commissaires aux comptes.

To achieve its objectives and accomplish its missions, the Bank may: - operate in the capital markets, including buying and selling outright, taking and implementing pension, by lending or borrowing claims and marketable securities denominated in foreign and national currencies and precious metals;- Conduct credit operations with credit institutions and other stakeholders in the markets

.money or capital on the basis of adequate collateral for loans

Article 9:

The Bank may also conduct the following transactions: - issue and redeem its own loan instruments; - Take deposits of securities and precious metals, undertake the collection of securities and act on behalf of others in operations in securities, other financial instruments and precious metals; - Conduct investment operations and financial management of its holdings of foreign currencies and

of other external reserve elements; - Obtaining credit abroad and to this end give guarantees responsible.

Article 10:

The Bank carries out the international monetary cooperation agreements signed by the Democratic Republic of Congo, in accordance with conditions determined by agreements signed between it and the Ministry of Finance in its attributions. It provides and receives payment and credits required for the implementation of these agreements.

The State shall guarantee the Bank against any loss and shall guarantee the repayment of any credit granted by the Bank following the execution of agreements or participation agreements or international monetary cooperation transactions to which, subject to approval of the Government, the Bank is a party¹¹.

Article

The Bank may, with the agreement of the state, on conditions determined by agreement or under the law and subject to their compatibility with its main mission of maintaining stability in the general level of prices, be charged with the execution of public tasks.

At the request of the State or with its agreement, the Bank may provide services on behalf of it or third parties. These benefits are paid to cover the costs incurred by the Bank.

Article 12:

The Bank may, in addition, be responsible for the collection of statistical information as a result of the implementation of agreements or participation in agreements or international cooperation operations relating to any task referred to in Articles 10 and 11.

Article 13:

The Bank may carry out all transactions and provide all services ancillary to the tasks referred to in Article 11.

Article 14:

The Bank may entrust implementation of side missions with which it is charged or for which it takes the initiative to one or more distinct legal entities specially set up for this purpose and controlled by it. In this case, the direction is provided by one or more officers of the Bank.

These entities are subject to review by the Court of Auditors.

When the task is entrusted by law to the Bank, it sticks the Government informed-.

Article 15:

The Bank may establish in its books of accounts for: the State Treasury; - Foreign central banks; - Domestic and foreign credit institutions; - International financial organizations and international organizations; - Any other authorized body specifically purpose;.

Article 16:

It is prohibited for the Bank: - ask trade acts that do not emerge from its corporate - To acquire stakes in commercial companies; - To accept the shares of commercial companies as collateral; - Grant loans and advances not covered

by appropriate guarantees; - Guarantee the debts and obligations of the State, political subdivisions and companies or public organizations; . - Acquire properties that are not intended for the needs of its operations

TITLE II: ORGANIZATION AND FUNCTIONING

CHAPTER

I:

GOVERNING BODIES

Article 17

The bodies of the Bank are: - the Bank's Board; - The Governor; - College of Auditors!..

Section I : Conseil de la Banque

Article 18 :

Le Conseil de la Banque, ci-après dénommé, « le Conseil », est l'organe suprême qui a les pouvoirs les plus étendus pour concevoir, orienter la politique de la Banque et e, contrôler la gestion.

Sans préjudice d'autres dispositions de la présente loi, le Conseil prend tout acte la Banque, notamment :

- la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire ;
- la réglementation du crédit et du change ;
- le transfert éventuel du siège social de la Banque en tout lieu ;
- l'établissement ou la suppression des directions provinciales et agences ;
- l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ;
- la définition du statut des agents, en particulier les conditions de travail et la durée de service de tous les membres du personnel.

Article 19 :

Le Conseil prend les actes qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de la mission principale et des missions secondaires confiées à la Banque centrale du Congo par la présente loi.

Les juridictions compétentes connaissent des litiges se rapportant aux actes pris par la Banque dans le cadre de la réalisation de son objectif principal défini à l'article 3 ou dans l'accomplissement des missions lui confiées en vertu des dispositions de la présente loi.

Article 20 :

Le Conseil est composé de sept membres :

- le Gouverneur ;
- le Vice-Gouverneur ;
- cinq experts appelés Administrateurs.

Les membres du Conseil doivent jouir d'une intégrité morale reconnue. Ils sont choisis en raison de leur compétence, qualification et expérience professionnelle en matières économique, monétaire et financière.

Article 21 :

Le Gouverneur et le Vice-Gouverneur sont nommés par le Président de la République.

Le mandat du Gouverneur est de cinq ans renouvelable une fois, celui du Vice-Gouverneur est de quatre renouvelable une fois.

Ils sont relevés de leurs fonctions suivant la même procédure, s'ils ne remplissent plus les conditions nécessaires à l'exercice de leurs fonctions ou s'ils ont gravement manqué aux obligations de leurs charges.

Le président de la République nomme, pour un mandat de trois ans renouvelable, les cinq experts dont le Directeur du Trésor, les quatre autres, sur proposition des listes de trois noms présentés respectivement par le Gouverneur, le Parlement, le monde universitaire et le Patronat.

Les experts dont question à l'alinéa précédent, sont relevés de leurs fonctions par le Président de la République, sur proposition du Gouvernement, s'ils ne remplissent plus les conditions nécessaires à l'exercice de leurs fonctions ou s'ils ont commis une faute grave.

La Cour Suprême de Justice connaît seule des infractions commises par les membres du Conseil dans l'exercice de leurs fonctions. Ils sont mis en accusation par le Président de la République, dans les conditions et suivant les modalités prévues, pour les membres du Gouvernement, par les articles 101 et suivants de l'Ordonnance Loi n°82-017 du 31 mars 1982 relative à la procédure devant la Cour Suprême de Justice.

Article 22 :

Le Conseil est présidé par le Gouverneur ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par le Vice-Gouverneur.

Article 23 :

Le Gouverneur réunit le Conseil au moins une fois par trimestre.

A la demande motivée de deux membres du Conseil, le Gouverneur est tenu de convoquer le Conseil dans un délai de cinq jours.

Cinq membres du Conseil constituent le quorum. Cependant, aucune séance ne peut être valablement tenue sans la présence du Gouverneur ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, du Vice-Gouverneur.

Article 24 :

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Article 25 :

Le Conseil peut requérir les avis techniques de toute personne ou organisme pouvant lui apporter son expertise ou son concours sur une question inscrite à l'ordre du jour d'une de ses réunions.

A ce titre, l'expert ou le représentant de l'organisme invité peut prendre part, à titre consultatif, aux réunions du Conseil au cours desquelles la question en cause est à l'examen.

Article 26 :

Dans les cas d'urgence définis dans le règlement Intérieur prévu à l'article 28 et qui ne permettent pas la convocation du Conseil, le Gouverneur, après consultation d'au moins deux membres du Conseil, peut prendre tout acte conformément aux pouvoirs du Conseil ainsi que suspendre provisoirement tout acte antérieur de celui-ci.

Article 18:

The Board of the Bank, hereinafter referred to as "the Council", is the supreme body that has the broadest powers to design, guide . The policy of the Bank and e, control the management

Without prejudice to other provisions of this Act, the Council takes any action the Bank, including: - the definition and implementation of monetary policy; - The regulation of credit and foreign exchange; - The possible transfer of the registered office of the Bank in any place; - The establishment or abolition of provincial offices and agencies; - Approving the budget and the annual accounts; - The definition of the status of workers, particularly working conditions and the length of service of all

staff members¹⁹:

Article

The Council takes actions it deems necessary for the proper performance of the core mission and missions secondary entrusted to the Central Bank of Congo by this Act.

The competent courts hear disputes relating to acts adopted by the Bank in the context of achieving its primary objective defined in Article 3 or in carrying out the tasks assigned to it under the provisions of this ActGovernor;.

Article 20:

The Board consists of seven members: - the - The Vice-Governor; - Five experts called Directors. Board members shall be persons of recognized moral integrity. They are chosen for their competence, qualification and professional experience in economic, monetary and financial²¹:

Article

The Governor and the Deputy Governor are appointed by the President of the Republic

of the Governor's mandate is five years renewable times that of the Vice-Governor is four renewable once.

They are relieved of their duties following the same procedure, if they no longer fulfill the conditions required for the performance of their duties or if they have seriously breached the obligations their loads.

The president shall appoint, for a term of three years renewable, five experts whose Director Treasury, the other four, on a proposal from lists of three names submitted by the Governor, respectively, Parliament, the world University and Employers.

The experts who question the preceding paragraph, are removed from office by the President of the Republic, on the proposal of the Government, if they no longer fulfill the conditions required for the performance of their duties or s they have committed a serious offense.

The Supreme Court of Justice knows only offenses committed by members of the Council in the exercise of their functions. They are indicted by the President of the Republic, under the conditions and following the procedures provided for members of the Government, by Articles 101 and following of the Ordonnance§Loi No. 82-017 of 31 March 1982 on the proceedings before the Supreme Court of Justice²²:

Article

The Council is chaired by the Governor or, in the absence or incapacity of the latter, by the Vice Governor²³:

Article

The Governor shall convene the Board at least once a quarter.

At the reasoned request of two members of the Board, the Governor shall convene the Board within five days.

Five members of the Board constitute a quorum. However, no meeting can be validly held without the presence of the Governor, in case of absence or incapacity of the latter, the Vice Governor²⁴:

Article

The Council decisions are taken by absolute majority of members present. In case of equality of votes, the Chairman

has the casting vote²⁵:

Article

The Council may require technical advice from any person or body that may provide expertise and assistance on an item on the agenda of . one of its meetings

As such, invited expert or agency representative may participate in an advisory capacity in meetings of the Council at which the matter is under consideration²⁶.

Article

In emergency cases defined in the Internal Regulation provided for in Article 28 and which do not permit the convening of meetings, the Governor, after consultation of at least two members of the Council, may take any action pursuant to the authority of the Council and provisionally suspend any prior act of it.

Lorsqu'un acte a été pris suivant les dispositions de l'alinéa ci-dessus, le Gouverneur doit convoquer dans les cinq jours une réunion du Conseil afin d'expliquer les mesures prises et justifier l'abandon des procédures normales. Le Conseil ratifie, modifie ou annule l'acte ainsi pris.

Article 27 :

Les membres du Conseil reçoivent des jetons de présence et s'il y a lieu, une indemnité de déplacement ou autres avantages fixés par le Président de la République sur proposition du Conseil, conformément aux normes du marché.

Article 28 :

Sans préjudice des dispositions des articles 22 à 27 ci-dessus, l'organisation et le fonctionnement du Conseil sont fixés par son Règlement Intérieur.

Section II : Gouverneur

Article 29 :

Le Gouverneur dirige la Banque. Il prépare et met en œuvre les actes du Conseil.

Article 30 :

Le Gouverneur dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion courante de la Banque. Il détermine les directives de cette gestion et en surveille l'exécution.

Le Gouverneur peut, dans les limites compatibles avec l'objectif principal de la Banque prévu à l'article 3 et le respect des prérogatives reconnus aux organes de la Banque par la présente loi, confier des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires. Il fixe leurs attributions, rémunérations ou indemnités éventuelles.

Article 31 :

Le Gouverneur représente la Banque dans tous ses rapports et relations avec les tiers, y compris le Gouvernement et, en cette qualité, dispose de pouvoirs suivants :

- a- Signer seul les billets et valeurs émis par la Banque, les rapports annuels, bilans et tableau de formation des résultats ;
- b- Signer seul ou avec d'autres personnes les contrats conclus par la Banque, la correspondance et autres documents de la Banque ;
- c- Signer conformément au statut des agents de la Banque, les actes d'engagement, de promotion et de licenciement du personnel ;
- d- Représenter la Banque en justice ;
- e- Déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions des paragraphes b et d du présent article à des fonctionnaires de la Banque ;

Il tient le Conseil régulièrement informé, au moins une fois par trimestre, de l'évolution de la situation monétaire du pays et du mouvement des postes du bilan de la Banque.

Sans préjudice des dispositions des articles 26, 29 et 30, il soumet à l'approbation du Conseil les projets des actes qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de la mission et de la politique de la Banque.

Article 32 :

Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur est assisté d'un Vice-Gouverneur. Ce dernier exerce les fonctions qui lui sont déléguées par le Gouverneur.

En cas d'absence ou d'empêchement du Gouverneur, le Vice-Gouverneur le remplace.

Article 33 :

Outre les droits et avantages prévus à l'article 27, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur perçoivent un traitement dont le montant est fixé par le Président de la République sur proposition du Conseil.

Article 34 :

Le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ne peuvent, durant leur mandat et pendant un an après la fin de celui-ci, exercer aucune fonction dans une société commerciale ni dans un organisme public ayant une activité industrielle, commerciale ou financière. A moins qu'ils n'acceptent une autre fonction publique rémunérée et sauf cas de révocation pour faute grave, ils ont droit à l'intégralité de leur traitement durant l'année qui suit la fin de leur mandat.

Section III : Collège des Commissaires aux Comptes

Article 35 :

Le contrôle des opérations financières de la Banque est exercé par un collège de trois Commissaires aux comptes.

Article 36 :

Les Commissaires aux Comptes sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le Président de la République, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, le Conseil des Ministres entendu. La durée de leur mandat est de deux ans renouvelable une fois.

Article 37 :

Les commissaires aux Comptes ont, en collège ou séparément, un droit de vérification de tous les actes de gestion de la Banque.

A cet égard, ils ont le droit de vérifier les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires, de certifier le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Ils peuvent prendre connaissance sans les déplacer, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la Banque.

When a measure was adopted following the provisions of the paragraph above, the Governor shall convene within five days a Council meeting to explain and justify the action taken the abandonment of normal procedures. The

Council ratifies, amend or revoke the act and made²⁷.

Article

Board members receive attendance fees and, if appropriate, a travel allowance or other benefits determined by the President of the Republic on the proposal of Council in accordance with market standards²⁸.

Article

Notwithstanding sections 22 to 27 above, the organization and functioning of the Board are set by the Rules of Procedure^{II}.

Section Governor

Article 29:

The Governor directs Bank. It prepares and implements acts of the Council³⁰:

Article

The Governor has all the necessary powers to ensure the ongoing management of the Bank. It determines the guidelines of the management and supervision of its execution.

The Governor may, within the limits compatible with the main objective of the Bank under section 3 and respect for the prerogatives granted to the organs of the Bank hereby law entrust special powers to one or more agents. He shall define their duties, remuneration or any compensation³¹.

Article

The Governor represents the Bank in all its relations and relations with third parties, including the Government and, as such, has the following powers: a- Signing single tickets and securities issued by the Bank, annual reports, balance sheets Training

and result stable; Sign b- alone or with others the contracts concluded by the Bank, correspondence and other

Bank documents; c- Sign accordance with the Statute of the Bank's agents, acts of commitment, promotion and

dismissal of staff; d- represent the Bank in legal proceedings; e Delegating powers conferred by the provisions of paragraphs b and d of this article

to Bank staff;

It dyes the Council regularly informed, at least once a quarter, of the evolution of the monetary situation countries and the movement of the Bank's balance sheet.

Without prejudice to the provisions of Articles 26, 29 and 30, he shall submit to the Council for approval the projects of acts it deems necessary for the accomplishment of the mission and the Bank's policy³².

Article

In the exercise of its functions, the Governor is assisted by a Deputy Governor. The latter shall perform the functions delegated to it by the Governor³³:

In case of absence or incapacity of the Governor, the Deputy Governor replacing

Article

In addition to the rights and benefits provided for in Article 27, the Governor and Vice Governor paid a salary in the amount fixed by the President of the Republic on the proposal of the Council³⁴:

Article

The Governor and the Deputy Governor may not, during his mandate and for one year after the end thereof , hold any office in a commercial company or a public body with an industrial, commercial or financial. Unless they accept another paid public service and except in cases of dismissal for serious misconduct, they are entitled to their full salary during the year following the end of their mandate^{III}.

Section Board of Auditors Auditors

Article 35:

The control of the financial operations of the Bank is exercised by a panel of three auditors³⁶.

Article

The Statutory Auditors are appointed and, if necessary, removed from office by the President of the Republic, on proposal of the Minister having Finance in its attributions, the Council of Ministers heard. Their term of office is two years, renewable once³⁷.

Article

The Statutory Auditors have in college or separately, a right of verification of all the Bank's management act³⁸.

in this respect they are entitled check books, cash, wallet and values of the Bank, monitoring the correctness and accuracy of inventories, to certify the annual balance sheet and the results training table.

They may inspect without moving, correspondence , the minutes and generally all documents and all records of the Bank³⁸:

Article 38 :

Le Collège des Commissaires aux Comptes doit soumettre au Président de la République, au Gouvernement et au Conseil de la Banque, sous forme de rapports, les résultats des missions accomplies ou sollicitées par la Banque avec les propositions qu'il juge utiles.

Article 39 :

Les Commissaires aux Comptes reçoivent à charge de la Banque une indemnité fixée par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

Section IV : Dispositions communes aux organes de la Banque

Article 40 :

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives au statut des mandataires publics, nul ne peut être désigné membre d'un organe de la Banque :

- s'il a été condamné pour infraction à la présente loi, à la loi régissant l'activité et le contrôle des établissements de crédit ou à la réglementation du change ;
 - s'il a été déclaré en faillite et n'a pas été réhabilité, même lorsque la faillite s'est ouverte dans un pays étranger ;
 - s'il a été condamné en République Démocratique du Congo ou à l'étranger comme auteur, complice ou pour tentative de l'une des infractions suivantes :
 - a) faux monnayage ;
 - b) contrefaçon ou falsification de billets de banque, d'effets publics, d'actions, d'obligations, de coupons d'intérêts ;
 - c) contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, pinçons et marques ;
 - d) faux et usage de faux en écritures ;
 - e) corruption de fonctionnaire public ou concussion ;
 - f) vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroquerie ou recel ;
 - g) banqueroute, circulation fictive d'effets de commerce ;
 - h) émission de chèque sans provision ;
 - i) blanchiment des capitaux ;
 - s'il a pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion courante d'un établissement de crédit dont la dissolution forcée a été ordonnée ou dont la faillite a été déclarée.
- Nul ne peut être nommé Gouverneur de la Banque s'il n'est congolais de père et de mère.

Lorsque la décision dont résulte l'une des interdictions visées au présent article est ultérieurement rapportée ou infirmée en dernier ressort, l'interdiction cesse de plein droit.

Les mêmes organes de la Banque doivent jouir, dans leurs statuts respectifs, de leurs droits civiques et n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante.

Article 41 :

L'exercice d'un mandat au sein d'un organe de la Banque est incompatible avec un mandat législatif, avec la qualité de membre du Gouvernement ou d'un organe d'une entité provinciale et locale, ou avec la qualité d'agent, d'administrateur ou de représentant d'une institution financière agréée.

Article 42:

Le membre du Conseil qui a un intérêt opposé à celui de la Banque dans une opération soumise à l'examen du Conseil est tenu d'en prévenir le Conseil et de ne pas prendre part aux délibérations relatives à cette question. Sa participation à tout vote en violation de cette disposition est considérée comme nulle et non avenue.

Toute opération ou tout marché entre la Banque et toute autre entreprise dans laquelle un membre du Conseil possède directement ou indirectement des intérêts, y exerce un mandat ou une fonction quelconque ne peut être conclu que sur l'autorisation du Conseil, le membre intéressé ne pouvant prendre part ni à la délibération, ni au vote. Son absence sera actée au procès-verbal.

Article 43:

Les membres du Conseil et les commissaires aux comptes ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements de la Banque.

CHAPITRE II : PERSONNEL

Article 44:

Le Statut du personnel détermine notamment les conditions de recrutement, les grades, les règles d'avancement, la rémunération, les avantages sociaux, la procédure disciplinaire, les voies de recours, les conditions d'admission à la retraite ainsi que les avantages y relatifs.

CHAPITRE III . SECRET PROFESSIONNEL

Article 45 :

Les membres des organes de la Banque et les membres de son personnel sont soumis au secret professionnel. Ils ne peuvent utiliser des informations confidentielles à des fins personnelles sous peine de sanctions prévues à l'article 73 du code Pénal Congolais Livre II.

Le secret professionnel ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

CHAPITRE IV : ORGANISATION FINANCIERE

Article 46 :

L'exercice financier de la Banque commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

The College of Auditors shall submit to the President of the Republic, the Government and the Council of the Bank, as reports The results of completed missions or requested by the Bank with the proposals it deems³⁹.

Article

The Statutory Auditors Bank dependents receive compensation determined by the Minister having Finance in its attributions^{IV}.

Section Provisions common to the organs of the Bank

Article 40:

Without prejudice to legal and regulatory provisions concerning the status of public officers, no person shall be appointed member of an organ of the Bank: - if he has been convicted of an offense under this Act , the law governing the activity and control of

credit or the regulation of the exchange institutions; - If he has been declared bankrupt and has not been rehabilitated, even when the bankruptcy opened in a country;

foreign - If he was sentenced in the Democratic Republic of Congo or abroad as author or accomplice to attempt any of the following offenses: a) counterfeiting; b) counterfeiting or falsification of bank notes, treasury bills, shares, bonds,

interest coupons; c) counterfeiting or falsification of seals, stamps, tweaks and brands; d) forgery and use of forgery; e) public official corruption or extortion; f) theft, extortion, embezzlement or breach of trust, fraud or concealment; g) bankruptcy, fictitious outstanding commercial paper; h) NSF program; i) money laundering; - It took part in the administration, management or the ongoing management of a credit institution with

the forced dissolution was ordered or whose bankruptcy was declared. No one may be appointed Governor of the Bank if he is not Congolese father and mother.

When the decision result which one of the prohibitions referred to in this Article is subsequently revoked or invalidated ultimately ban stops^{right41}..

The same Bank's organs should enjoy in their respective statutes of their civic rights and have suffered no afflictive or infamous

Article

The exercise of a mandate in an organ of the Bank is inconsistent with a legislative mandate, with membership of the Government or a body of provincial and local entity, or as agent, administrator or representative of an authorized financial institution.

Article 42:

The Board member who has an interest opposed to that of the Bank in a transaction subject to review by the Council is required to advise the Board and does not participate in the deliberations on this issue. His participation in any vote in violation of this provision is considered null and void.

Any transaction or market between the Bank and any other undertaking in which a Board member directly or indirectly owns interests, carries a mandate or function some can be achieved on the authorization of the Board, the member concerned can not take part either in the deliberations or vote. His absence will be cohosh in the minutes⁴³.

Article

Board members and auditors have no personal obligation to the Bank's commitments^{II}.

CHAPTER PERSONNEL

Article 44:

The Staff Regulations in particular determine the conditions of recruitment , ranks, rules of advancement, compensation, benefits, disciplinary procedures, remedies, retired admission requirements and the benefits relating

thereto.

CHAPTER III. PROFESSIONAL SECRECY

Article 45:

Members of the Bank's organs and members of its staff are subject to professional secrecy. They may not use confidential information for personal or face sanctions under Article 73 of the Penal Code Congolese Book II.

Professional secrecy can not be opposed to the legal authority acting within the framework of a criminal procedure.

CHAPTER IV: FINANCIAL ORGANISATION

Article 46:

The Bank's financial year begins on

1

January and ends on 31 December of each year⁴⁷.

- Article 47 :**
- La loi fixe les règles relatives à la tenue des comptes de la Banque. Ces règles doivent être conformes aux normes comptables nationales et internationales.
- Article 48 :**
- Le Conseil approuve, le 15 décembre au plus tard, sur proposition du Gouverneur, un état de prévisions des dépenses et des recettes de l'exercice suivant.
- Le budget de la Banque est divisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.
- Pour obtenir la modification des inscriptions concernant les opérations du budget d'investissement, le Gouverneur soumet un nouvel état de prévisions au Conseil.
- Article 49 :**
- Dans les trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice financier, le Conseil fait établir, après inventaire :
- l'état d'exécution du budget, lequel présente, dans des colonnes successives, les prévisions et les réalisations ;
 - le tableau de formation des résultats.
- Il établit un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'information sur l'activité de la Banque au cours de l'exercice écoulé.
- L'inventaire, le bilan, le tableau de formation des résultats et le rapport du Conseil sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes, au plus tard le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.
- Les mêmes documents sont transmis, accompagnés du rapport des Commissaires aux Comptes, au Gouvernement et à la Cour des Comptes au plus tard le 30 juin de la même année.
- Article 50:**
- Les bénéfices bruts sont constitués par les recettes d'exploitation desquelles sont déduites les dépenses d'exploitation. Les bénéfices nets sont constitués par les bénéfices bruts desquels sont déduits le montant des amortissements et des provisions. Les provisions pour créances irrécouvrables et douteuses ainsi que les provisions extraordinaires sont fixées par le Conseil.
- A chaque exercice financier, soixante pour cent (60%) des bénéfices nets sont versés au compte de réserve générale et le solde, crédité au compte général du Trésor.
- Dès que le solde du compte de la réserve générale atteint un montant équivalent à capital, et aussi longtemps qu'il se maintient à ce niveau, les bénéfices sont distribués comme suit :
- 20% au compte de réserve spéciale ;
 - 80% au Compte Générale du trésor.
- Article 51:**
- Les bénéfices et pertes pouvant résulter de tout changement de la valeur des actifs nets de la banque, en or et en monnaies étrangères, à la suite de la modification de la parité de l'unité monétaire nationale ou de monnaies étrangères, sont exclus du compte annuel du tableau de formation des résultats.
- Les pertes dont question au premier paragraphe sont à charge de l'Etat. Quant aux bénéfices, ils seront inscrits à un compte spécial dit « compte de réévaluation » et affecté à l'amortissement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque. Il ne pourra en être disposé autrement que par un accord spécial entre la Banque et le Gouvernement.
- Les bénéfices résultant du retrait de la circulation des billets de banque sont affectés, en accord avec le ministère ayant les Finances dans ses attributions, à la reconstitution du stock des signes monétaires.
- Article 52 :**
- L'Etat prend en charge les pertes nettes subies par la Banque si, à un moment quelconque, le compte de réserve générale et les comptes de réserve spéciale sont épuisés.
- Article 53 :**
- Le bilan et le tableau de formation des résultats dûment signés et certifiés en application des articles 31 et 37 de la présente loi, sont annexés au rapport sur les opérations de la Banque au cours de l'exercice écoulé et publiés au Journal Officiel de la République.
- TROISIEME TITRE : DES RAPPORTS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS**
- Article 54 :**
- La Banque entretient des rapports avec le Gouvernement, principalement par le biais du Ministère ayant les Finances dans ses attributions.
- Elle communique dans ce cadre toute information utile portant sur des questions économiques, monétaires et financières.
- Article 55 :**
- La Banque remplit les fonctions de Banquier de l'Etat et de Conseiller du Gouvernement en matière économique, monétaire et financière. Elle remplit également la fonction de Caissier de l'Etat conformément à une convention conclue avec le Ministère ayant les Finances dans ses attributions.
- Article 56 :**
- En application de l'article 55, la Banque :
- accepte et effectue les paiements pour le compte de l'Etat. Elle peut, à cette fin, désigner les établissements de crédit habilités à agir en son nom et pour son compte dans les localités où elle n'est pas représentée ;
 - administre tout compte spécial de l'Etat, en accord avec le ministère intéressé ;

The law establishes the rules for the holding of the Bank's accounts. These rules must be consistent with national and international accounting standards⁴⁸.

Article

The Council approved on 15 December at the latest, on the proposal of the Governor, a state of forecast expenditure and revenue for the following

year's budget. Bank is divided into operating budget and capital budget. For the modification of the entry concerning the operations of the investment budget, the Governor submits a new report forecasts the Council⁴⁹.

Article

Within three months following the close of each financial year, the Council establishing, after the inventory: - the budget execution state, which has, in successive columns, forecasts and

achievements; - The results training table

It establishes a report which provides all the information on the Bank's activities during the past year table.

inventory, balance sheet, results of the training and the Board's report are made available to the Auditors, no later than April 15 of the year following the year to which they relate.

The same documents are sent, together with the report of the auditors, the Government and the Court of Auditors no later than 30 June of the same year⁵⁰.

Article

Gross profits consist of operating revenues which are deducted from operating expenses. Net profits consist gross profits which are deducted the amount of depreciation and provisions. Provisions for bad and doubtful debts and extraordinary provisions are set by the Board.

Each fiscal year, sixty percent (60%) of the net profits are paid to the general reserve account and the balance credited to the General Account of the Treasury .

As soon as the account balance of the general reserve reaches an amount equal to the capital, and as long as it remains at this level, profits are distributed as follows: - 20% in the special reserve account; - 80% in the General Account of the Treasury the.

Article 51:

The profits and losses from changes in the value of the net assets of the bank, in gold and foreign currencies, as a result of the change in the parity of national currency or foreign currencies, are excluded from the annual account of the results of training table.

The losses that issue in the first paragraph shall be borne by the state. As for benefits, they will be registered in a special account called "revaluation account" and assigned to the amortization of the debt vis-à-vis the State Bank. It may not be provided otherwise by a special agreement between the Bank and the Government.

The benefits resulting from the withdrawal from circulation of bank notes are affected, according to the Ministry having Finance in its attributions to the reconstitution of stock of banknotes and coins⁵².

Article

The state supports the net losses incurred by the Bank if at any time the general reserve account and special reserve accounts are exhausted⁵³.

Article

The balance sheet and cash Training results duly signed and certified pursuant to Articles 31 and 37 of this Act, shall be annexed to the report on the operations of the Bank during the year and published in the Official Gazette of the Republic TITLE:.

THIRD THE RELATIONS WITH PUBLIC AUTHORITIES

Article 54:

The Bank maintains relations with the Government, mainly through the Ministry having Finance in its attributions⁵⁵.. It communicates within this framework all relevant information on economic, monetary and financial questions

Rule :

The Bank meets the Banker functions of the State and Government Advisor on economic, monetary and financial. It also fulfills the State Cashier function in accordance with an agreement with the Ministry having Finance in its attributions-.

Article 56:

Pursuant to Article 55, the Bank: Accepts and makes payments on behalf of the State. It may, to this end, designate credit institutions authorized to act in its name and on its behalf in areas where it is not represented; - Administers special account of the State, in consultation with the department concerned;

- assure le service de la dette publique ;
- achète, vend, décaisse, transfère, perçoit ou détient pour le compte de l'Etat tous les chèques, lettres de change, valeurs mobilières et autres valeurs ;
- perçoit le produit, en principal et /ou intérêt, résultant de la vente de toute valeur pour le compte de l'Etat ou revenant à l'Etat en sa qualité de détenteur de valeurs.

Article 57:

Il est interdit à la Banque d'accorder des avances ou tout autre type de crédit à l'Etat, à ses subdivisions administratives et aux organismes ou entreprises publics. L'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque, des instruments de leur dette est également interdite.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition des liquidités par la Banque, bénéficient du même traitement que les établissements privés de crédit.

Article 58 :

En sa qualité de conseiller du Gouvernement en matière économique, monétaire et financière, la Banque peut d'office ou à la demande du Gouvernement, émettre des avis ou des conseils sur toute politique ou mesure que le Gouvernement envisage de prendre.

A cet effet, le Gouverneur prend part, à titre consultatif, aux réunions du Gouvernement au cours desquelles des questions à caractère économique, financier ou monétaire sont en examen.

Article 59 :

Le Ministère ayant les Finances dans ses attributions tient la Banque informée de tous les projets d'emprunts extérieurs de l'Etat.

Le Ministère ayant les Finances dans ses attributions et la Banque se concertent chaque fois que celle-ci estime que ces emprunts risquent de nuire à l'efficacité de la politique monétaire.

Article 60 :

La Banque établit, dans les conditions et suivant les modalités convenues avec le Ministère ayant les Finances dans ses attributions, la balance des paiements et la position extérieure de la République.

TITRE QUATRIEME : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 61 :

Pour une période d'un an à dater de l'entrée en vigueur de la présente Loi, la Banque pourra consentir à l'Etat des avances directes en vue de lui permettre de faire face aux fluctuations de ses recettes ordinaires. Le montant total des avances ne devra excéder à aucun moment 15% des recettes fiscales moyennes calculées sur la base des trois derniers exercices. Ces avances directes ne pourront, au cours du même exercice financier de la Banque, être consenties pendant plus de 300 jours au total, consécutifs ou non.

La Banque pourra également, durant la période et suivant les conditions précisées au paragraphe 1 du présent article, acquérir ou céder sur le marché monétaire des bons librement négociables émis par le Trésor, à un an d'échéance au plus à partir de leur date d'émission ou les accepter en nantissement d'avances consenties par elle à des banques ou à des institutions financières agréées. Le volume des Bons du Trésor librement négociables détenus par la Banque conformément aux dispositions du présent paragraphe, ne peut à aucun moment, excéder 20% de la moyenne des recettes perçues par l'Etat, calculées sur la base des trois dernières années fiscales connues.

Article 62 :

La présente Loi abroge toutes les dispositions antérieures contraires et entre en vigueur dès sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 7 Mai 2002

Joseph KABILA
Général-Major

checks, of

bill exchange, securities and other valuables; - Perceives the product, principal and / or interest from the sale of any value on behalf of the State or

going to the State in its capacity as security holder Bank.

Article 57:

It is prohibited for the grant advances or any other type of credit to the state, its political subdivisions and agencies or public companies. The purchase directly from them by the Bank of debt instruments is also prohibited.

Paragraph shall

1

not apply to publicly owned credit institutions which, in the context of the provision of liquidity by the Bank, receive the same treatment as private credit institutions⁵⁸.

Article

As an adviser to the Government on economic, monetary and financial, the Bank may on motion or at the request of the Government, give opinions or . advice on any policy or measure that the Government intended to take

this purpose, the Governor takes part in an advisory capacity in meetings of the Government in which questions of an economic, financial or monetary consideration are⁵⁹.

Article

The Ministry having Finance in its attributions keeps the Bank informed of all the projects of external loans of the state.

The Ministry having Finance in its attributions and the Bank shall consult together whenever the latter considers that these loans are liable to undermine the effectiveness of monetary policy⁶⁰.

Article

The Bank shall, in the manner and on the terms agreed with the Ministry having Finance in its attributions, the balance of payments and international investment position of the Republic^{TITLE}.

FOURTH TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article 61:

For a period of one year from the entry into force of this Act, the Bank may grant to the state of direct advances to enable it to cope with fluctuations its common recipes. The total amount of the advances shall not at any time exceed 15% of the average tax revenue calculated on the basis of the last three years. These direct advances may not, during the same period fund of the Bank, be granted for more than 300 days in total, consecutive or not.

The Bank may also, during the period and under the conditions specified in paragraph 1 of this Article, acquire or transfer the money market freely tradable bonds issued by the Treasury, and one year maturities of from the date of issue or accept as collateral for advances granted by it to banks or institutions Financial approved. The volume of bills freely tradable Treasury held by the Bank pursuant to the provisions of this paragraph shall not at any time exceed 20% of the average revenue collected by the State, calculated on the basis of the last three fiscal years known.

Article 62:

This Act repeals all previous provisions and enter into force upon its issuance Kabila.

Done at Kinshasa, May 7, 2002

Major General Joseph